Conseil d'Etat Raad van State
LEGISLATION WETGEVING
28 AOUT 1951
Bureau Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Premier Ministre, le 21 juin 1951, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "réglant l'organisation et le fonctionnement du service social aux services du Premier Ministre", a donné en sa séance du 18 juillet 1951 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 21e Juni 1951 door de Eerste-Minister verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "houdende regeling van de organisatie en de werking van de sociale dienst van de diensten van de Eerste-Minister", heeft ter zitting van 18 Juli 1951 het volgend advies gegeven :

L'article 1er, d, dispose que les prêts ne sont, en principe, accordés qu'aux agents admis à titre définitif et en activité de service. Il s'ensuit que les agents temporaires ne pourront qu'exceptionnellement bénéficier du même avantage.

Le même article fixe, par ailleurs, le montant maximum des prêts à consentir sans permettre des dérogations.

L'article 1er, g, dispose que les frais relatifs aux soins dentaires sont à charge du personnel sans que cette charge puisse excéder le prix de revient. Le Conseil d'Etat propose pour cette disposition une autre rédaction.

L'article 4 prévoit que le comité consultatif est présidé par un fonctionnaire du service social.

Le projet d'arrêté royal confère au Premier Ministre le pouvoir de régler l'organisation et le fonctionnement du service social, mais ne lui confère pas un pouvoir analogue à l'égard du comité consultatif.

Le Conseil d'Etat propose d'insérer dans le projet d'arrêté royal une disposition conférant au Premier Ministre le pouvoir de régler le fonctionnement et l'organisation du comité consultatif.

ARRETE MINISTERIEL REGLANT L'ORGANISATION ET LE FONCTIONNEMENT DU SERVICE SOCIAL AUPRES DES SERVICES DU PREMIER MINISTRE.

Le Premier Ministre,

.../...

Vu l'arrêté royal du ... créant un service social auprès des services du Premier Ministre, notamment les articles 3 et 5;

Vu l'avis du Comité départemental de consultation syndicale, donné le 30 avril 1951;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, donné le ... ;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

A R R E T E :

Article 1er.-

Le service social est rattaché aux services généraux. Le chef de service des services généraux désigne le fonctionnaire chargé de sa gestion courante. Il lui désigne un suppléant.

Article 2.-

Les demandes ayant trait aux activités du service social sont adressées directement à ce service.

Le chef du service social fait procéder, s'il échet, à des enquêtes.

Après instruction, et sauf le cas d'urgence, les demandes, accompagnées du rapport d'enquête, sont soumises au comité consultatif.

Toute décision non conforme à l'avis de ce comité sera motivée.

.../...

Article 3.-

Le comité consultatif est présidé par le fonctionnaire qui dirige le service social. Les délibérations du comité sont confidentielles.

Article 4.-

Les enquêtes, les contrôles médicaux, l'organisation du service de renseignements juridiques, sociaux et autres, des visites médicales préventives, des soins dentaires ainsi que les acquisitions en vue de l'assistance octroyée en nature, sont effectués à l'intervention du service social du Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes.

Article 5.-

A la fin de chaque exercice, le service social soumet au Premier Ministre un rapport sur l'activité du service pendant l'année écoulée.

Article 6.-

En principe, l'assistance est réservée aux agents et anciens agents qui, par suite de circonstances exceptionnelles et indépendantes de leur volonté, telles que maladies, interventions chirurgicales .., se trouvent dépourvus de ressources suffisantes pour faire face aux dépenses importantes que ces circonstances entraînent.

L'intervention n'est accordée que pour autant que tous les autres moyens d'assistance aient été épuisés ou ne se recommandent pas en l'occurrence.

.../...

Le montant de l'intervention est fixé, en principe, à la moitié du montant des frais extraordinaires. Ce montant est augmenté ou diminué si des circonstances spéciales le justifient, et compte tenu de l'esprit de prévoyance dont l'intéressé a fait preuve. Il est fixé, compte tenu du tarif d'honoraires pour soins médicaux et chirurgicaux, arrêté par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale. Le cas d'accouchement dystocique est assimilé au cas de maladie.

L'intervention peut éventuellement être accordée en nature lorsque les circonstances rendent souhaitable ce mode d'intervention.

Aucune intervention n'est, en principe, accordée lorsque les frais extraordinaires n'atteignent pas 1.000 francs.

Article 7.-

Le placement d'enfants des membres du personnel à la campagne ou à la mer, a lieu à l'intervention d'oeuvres s'occupant de l'enfance et sur rapport d'un médecin désigné par le service social et de l'assistante sociale. Le service social peut prendre à sa charge tout ou partie des frais de séjour.

.../...

En cas d'intervention d'une mutualité ou d'un organisme quelconque dans le paiement des frais de séjour, le service social peut suppléer, s'il y a lieu, la somme nécessaire pour parfaire, en tout ou en partie, le montant des frais.

Article 8.-

Sur rapport de l'assistante sociale, il peut être octroyé aux membres du personnel féminin et aux épouses des agents, pendant la période de trois mois avant l'accouchement et de trois mois après l'accouchement, une allocation dont le montant global ne peut dépasser 3.000 francs. Cette allocation peut être accordée totalement ou partiellement en nature et est indépendante de l'indemnité de naissance prévue par la législation sur les allocations familiales.

Article 9.-

Des prêts peuvent être consentis aux membres du personnel, en vue de leur permettre de faire face à des dépenses extraordinaires, dont la nature est à apprécier par le service social.

En principe, ces prêts ne sont accordés qu'aux agents admis à titre définitif et en activité de service.

Les prêts sont faits sans intérêt. Leur montant est fixé d'après les charges incombant au requérant, sans toutefois pouvoir dépasser le double du traitement mensuel net de l'intéressé.

Les prêts sont remboursables par mensualités, dans un délai qui ne peut excéder deux ans, après l'échéance de la première mensualité; celle-ci a lieu le premier jour du second mois qui suit celui du prêt. Le montant des mensualités est déterminé d'après l'importance de la somme empruntée et la durée de son remboursement.

En cas de cessation de fonctions, les prêts non remboursés sont prélevés sur les sommes qui peuvent encore être dues par l'Etat aux intéressés ou à leurs ayants droit à quelque titre que ce soit. Aucun nouveau prêt ne peut être consenti avant que le précédent ait été entièrement remboursé.

Article 10.-

Le service de renseignements documente et renseigne dans la mesure des possibilités, les membres du personnel sur toutes les questions d'ordre juridique, social ou autre, qui lui sont soumises.

Article 11.-

Le service social fait les démarches nécessaires afin que les membres du personnel puissent, à leur demande, subir annuellement un examen médical complet.

Les dossiers relatifs à cet examen sont secrets. Ils ne seront communiqués ni au service de santé administratif, ni à un médecin, à moins que les intéressés n'en fassent la demande expresse et par écrit.

Des soins dentaires peuvent être dispensés au personnel. Les frais relatifs à ces soins sont à

.../...

charge du personnel, à concurrence du prix de revient. La gratuité, éventuellement justifiée par une situation difficile, peut être accordée à la demande de l'intéressé.

Article 12.-

Le présent arrêté entre en vigueur le ...

Donné à , le

Le Premier Ministre,

Le Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes,

In artikel 1, d, wordt bepaald dat de leningen, in beginsel, slechts toegestaan worden aan vastbenoemde en in actieve dienst zijnde personeelsleden. Daaruit volgt dat de tijdelijke personeelsleden uitzonderlijk dit voordeel kunnen genieten.

Hetzelfde artikel stelt eveneens een maximumbedrag vast voor de te verlenen leningen, zonder uitzonderingen te dulden.

Artikel 1, g, bepaalt dat de kosten van de tandheelkundige verzorging ten laste vallen van het personeel zonder dat deze last echter de kostprijs overschrijden mag. De Raad van State stelt een ander opstel van de tekst voor.

Artikel 4 bepaalt dat het comité van advies wordt voorgezeten door een ambtenaar van de sociale dienst.

Luidens het ontwerp van koninklijk besluit is de Eerste-Minister slechts bevoegd om de regelen vast te leggen die de werking en de inrichting van de sociale dienst beheersen; hij heeft bijgevolg geen reglementaire bevoegdheid ten opzichte van het comité van advies.

De Raad van State stelt voor, in het ontwerp van koninklijk besluit een bepaling in te lassen op grond waarvan de Eerste-Minister de vereiste bevoegdheid verwerft om de regelen van werking en inrichting van comité van advies vast te stellen.

.../...

MINISTERIEEL BESLUIT HOUDENDE REGELING VAN DE ORGANISATIE EN DE WERKING VAN DE SOCIALE DIENST VAN DE DIENSTEN VAN DE EERSTE-MINISTER.

De Eerste-Minister,

Gelet op het koninklijk besluit van ... houdende instelling van een sociale dienst in de diensten van de Eerste-Minister en inzonderheid op artikel 3 van dit besluit;

Gelet op het advies van de Departementale Syndicale Raad van advies, gegeven op 30 April 1951;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op ... ;

Gelet op het advies van de Raad van State,

B E S L U I T :

Artikel 1.-

De sociale dienst hangt af van de algemene diensten. Voor het dagelijks beheer er van wordt een ambtenaar en dezes plaatsvervanger aangeduid door de dienstoverste van de algemene diensten.

Artikel 2.-

De aanvragen betreffende de werkzaamheden van de sociale dienst dienen rechtstreeks bij deze dienst ingezonden.

.../...

Het hoofd van de sociale dienst laat, zo nodig, tot een onderzoek overgaan.

Na afhandeling van het dossier en buiten de gevallen van hoogdringendheid worden de aanvragen samen met het onderzoeksverslag overgelegd aan het comité van advies.

Elke beslissing die afwijkt van het advies van het bovengenoemd comité wordt gemotiveerd.

Artikel 3.-

De ambtenaar die de sociale dienst bestuurt zit het comité van advies voor. De beraadslagingen er van zijn vertrouwelijk.

Artikel 4.-

Het onderzoek, het medisch toezicht, de inrichting van de dienst voor rechtskundige, sociale en andere inlichtingen, van de dienst van de preventieve geneeskundige onderzoeken en van de dienst van de tandheelkundige zorgen, alsmede de aankopen voor de in natura te verlenen hulp, worden gedaan door bemiddeling van de sociale dienst van het Ministerie van Economische Zaken en Middenstand.

Artikel 5.-

Na afloop van elk dienstjaar legt de sociale dienst een verslag neer over zijn werkzaamheden tijdens het verlopen jaar.

.../...

Artikel 6.-

In beginsel wordt de bijstand slechts toegekend aan de personeelsleden en gewezen personeelsleden die, ingevolge buitengewone omstandigheden onafhankelijk van hun wil, zoals ziekten, heelkundige bewerkingen..., over geen voldoende middelen beschikken om sommige belangrijke uitgaven te dekken die deze omstandigheden met zich brengen.

De bijstand wordt slechts toegestaan wanneer al de andere hulpmiddelen uitgeput werden of in het onderhavige geval niet aan te bevelen waren.

Het bedrag van de bijstand is in beginsel vastgesteld op de helft van het bedrag der buitengewone kosten.

Dit bedrag wordt verhoogd of verminderd indien bijzondere omstandigheden dit rechtvaardigen, en met inachtneming van de zin voor vooruitzicht waarvan de betrokkene heeft laten blijken.

Het wordt bepaald rekening houdend met de erelonen voor medische en heelkundige zorgen, zoals deze vastgesteld zijn door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg. Het geval van dystocisch kraambed wordt gelijkgesteld met een geval van ziekte.

De bijstand mag eventueel in natura toegestaan worden wanneer, volgens de omstandigheden, deze wijze van bijstand wenselijk geacht wordt.

Geen bijstand wordt in beginsel toegestaan wanneer de buitengewone kosten geen 1.000 frank belopen.

.../...

Artikel 7.-

De uitbesteding van kinderen van personeelsleden op het land of aan zee heeft plaats door bemiddeling van werken voor kinderwelzijn en na verslag van een door de sociale dienst aangewezen dokter en van de sociale assistente. De sociale dienst mag de verblijfkosten geheel of gedeeltelijk voor eigen rekening nemen.

Wanneer een mutualiteitsverzekering of welk organisme ook, in de verblijfkosten bijdraagt, kan de sociale dienst de som die nodig is om het bedrag van de kosten geheel of gedeeltelijk aan te vullen, bijpassen.

Artikel 8.-

Aan de vrouwelijke personeelsleden of aan de echtgenote van de personeelsleden, kan op verslag van de sociale assistente, gedurende een tijdperk van drie maanden vóór de bevalling en van drie maanden na de bevalling, een bijstand verleend worden waarvan het globaal bedrag de 3.000 frank niet mag te boven gaan. Deze bijstand mag volledig of gedeeltelijk in natura verleend worden en is onafhankelijk van de geboortetoelagen door de wetgeving op de kindertoeslagen bepaald.

Artikel 9.-

Leningen kunnen aan de personeelsleden worden toegestaan, ten einde ze in de mogelijkheid te stellen in buitengewone uitgaven te voorzien, waarvan de aard door de sociale dienst wordt beoordeeld.

..../...

Deze leningen worden in beginsel slechts toegestaan aan vast benoemde personeelsleden in werkelijke dienst.

De leningen brengen geen interest op. Hun bedrag wordt vastgesteld volgens de lasten die de belanghebbende dient te dragen, zonder dat het evenwel het dubbel van de maandelijkse netto-weede van de betrokkene mag overtreffen.

De leningen zijn per maandelijkse sommen terugbetaalbaar binnen een termijn die de twee jaar na de vervaldag van de eerste maandelijkse storting niet mag overschrijden; deze laatste wordt gedaan de eerste dag van de tweede maand na deze van de lening. Het bedrag der maandelijkse terugbetaling wordt bepaald volgens het beloop der geleende som en de duur van haar aflossing.

In geval van ambtsneerlegging worden de niet terugbetaalde leningen afgetrokken van de sommen die de Staat nog aan de belanghebbenden of aan hun rechthebbende uit welke hoofde ook verschuldigd zou zijn. Geen nieuwe lening kan toegestaan worden alvorens de voorgaande volledig terugbetaald werd.

Artikel 10.-

De dienst voor het verschaffen van inlichtingen zal, in de mate van het mogelijke, de personeelsleden documenteren en inlichten over de vraagstukken van rechtskundige, sociale of andere aard die hem voorgelegd worden.

.../...

Artikel 11.-

De sociale dienst doet het nodige opdat de personeelsleden,op hun aanvraag,jaarlijks een volledig medisch onderzoek kunnen ondergaan.

De dossiers welke op dit onderzoek betrekking hebben zijn geheim; zij mogen niet medegedeeld worden aan de administratieve gezondheidsdienst noch aan een geneesheer, tenzij de betrokkene zelf zulks uitdrukkelijk en schriftelijk aanvraagt.

Tandheelkundige behandeling kan aan het personeel gegeven worden. De kosten van de behandeling vallen ten laste van het personeel, tot het bedrag van de kostprijs ervan. Kosteloze behandeling kan op aanvraag van de belanghebbende toegestaan worden zo deze zich in een moeilijke toestand bevindt.

Artikel 12.-

Dit besluit treedt in werking op ...

Gegeven te , .

De Eerste-Minister,

De Minister van Economische Zaken en Middenstand,

La chambre était composée de

Messieurs : M. SOMERHAUSEN, conseiller d'Etat, président
F. LEPAGE, conseillers d'Etat,
D. DECLEIRE,
P. COART-FRESART, assesseurs de la section de législation,
J. MERTENS,
G. PIQUET, greffier adjoint, greffier

De kamer was samengesteld uit

de Heren : raadsheer van State, voorzitter
raadsheren van State,
bijzitters van de afdeling wetgeving,
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.LEPAGE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.LEPAGE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) M. SOMERHAUSEN.

expédition délivrée à M. le Premier Ministre.
uitgifte afgeleverd aan de H.Eerste Minister.

Le 1951.

De 1951.

Le Greffier du Conseil d'Etat, ff.De w.n.Griffier van de Raad van State,

J.CYPRES,
Greffier adjoint,
Adjunct-griffier.